La gouvernance participative en dÃ©bat

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
August 2014

Dans le cadre du projet intitulÃ© "L'utilisation durable de l'eau dans le bassin mÃ©diterranÃ©en", des reprÃ©sentants d'institutions partenaires ont Ã©tÃ© rÃ©unis par le Centre de recherches et technologies des eaux - CERTE, pour discuter de l'aspect lÃ©gislatif de la mise en place d'une nouvelle gouvernance participative de l'eau, en concertation avec les acteurs gestionnaires et utilisateurs de l'eau. Cette troisiÃ¨me concertation entre les diffÃ©rents partenaires a portÃ© sur les textes de rÃ©gulation de la dÃ©centralisation et de l'accÃ¨s au service de l'eau ainsi que sur l'amÃ©lioration de la gestion publique de l'eau en tant que patrimoine national.

La Tunisie est l'un des pays du bassin mÃ©diterranÃ©en Ã possÃ©der un arsenal d'outils lÃ©gislatifs ou rÃ¨glementaires des plus fournis pour la gestion et l'utilisation de l'eau. Pourtant, leur mise en pratique demeure limitÃ©e. Bien que la nouvelle Constitution garantisse le droit Ã l'eau et l'autonomie administrative et financiÃ¨re des collectivitÃ©s locales, le systÃ¨me de gouvernance actuel reste encore le fait des institutions publiques et le rÃ´le de l'entitÃ© locale se limite souvent Ã exprimer un besoin en la matiÃ¨re. Tout l'enjeu est donc d'assurer une transition d'un systÃ¨me de gestion fortement centralisÃ©e vers une gestion locale dÃ©centralisÃ©e et efficace.

Les partenaires sont unanimes : cet objectif ne pourra Ãªtre atteint que par l'intÃ©gration de la sociÃ©tÃ© civile aux conseils rÃ©gionaux, en lui assurant le droit Ã l'information et Ã la participation Ã la prise de dÃ©cision. La sociÃ©tÃ© civile pourra prendre part Ã tout le processus, de l'Ã©tude stratÃ©gique jusqu'Ã la mise en place locale des projets. La premiÃ¨re Ã©tape serait de dÃ©finir un ensemble de principes et prioritÃ©s stratÃ©giques nationales, puis, sur la base de donnÃ©es locales, les potentialitÃ©s et les besoins de chaque rÃ©gion. La nÃ©cessitÃ© de considÃ©rer d'autres composantes Ã©troitement liÃ©es Ã l'eau telles que l'Ã©nergie et/ou la sÃ©curitÃ© alimentaire devra Ãªtre Ã©galement prise en considÃ©ration.

Trois tables rondes Ã©taient organisÃ©es. Les principales conclusions des participants seront rassemblÃ©es dans un Livre blanc.

La Presse (Tunis) - AllAfrica 26-08-2014